



Burundi : la montée inquiétante des « Imbonerakure »

Par Dimitri Verdonck

Dimitri Verdonck est né en 1973. Licencié en philosophie, il a également étudié le droit et les sciences économiques avant de suivre une formation pour dirigeants d'associations et d'entreprises d'économie sociale. Spécialisé en politique extérieure de l'Union européenne et en coopération au développement, il alterne depuis plus de dix ans les activités de conseil auprès de personnalités politiques de premier plan actives en matière de coopération au développement et de relations extérieures, et l'engagement associatif auprès de structures actives dans le champ de la solidarité, de la coopération et de l'immigration notamment. Dimitri Verdonck s'intéresse à tout ce qui peut contribuer à améliorer les conditions d'existence du plus grand nombre d'entre nous, ici et maintenant. Dimitri Verdonck est l'auteur de nombreuses études et publications.



Analyse

Juillet 2014

Au cours des derniers mois, les jeunes militants du parti du président burundais Pierre Nkurunziza, les *Imbonerakure*, ont semé le trouble au Burundi. Agissant en toute impunité, ces jeunes sèment la terreur et ne sont jamais inquiétés. Ils sont par ailleurs de plus en plus militarisés et bénéficient d'un entraînement militaire manifestement très poussé. Leurs agissements posent question et inquiètent pour l'avenir du Burundi, sachant que des élections sont prévues pour l'été 2015. Dans cette analyse, ACP s'intéresse de plus près à ces jeunes et à leur mouvement.

Egalement présents sur le territoire congolais, les *Imbonerakure* (ceux qui voient loin) sont soupçonnés de se préparer pour la guerre. Quelle guerre ? Nul ne le sait vraiment. Ce que l'on sait, c'est que la situation au Burundi ne cesse de se dégrader. La tension est d'ailleurs de plus en plus palpable et le CNDD-FDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie - Forces pour la Défense de la Démocratie) du président Nkurunziza ne cache plus vraiment son intention de modifier la Constitution afin de permettre un troisième mandat, contrairement à ce que prévoient les accords d'Arusha. Au fil des mois, il semble clair que l'on se dirige vers une période de grande instabilité et l'espace politique se restreint de plus en plus. Dans ce contexte, la militarisation des *Imbonerakure* commence à prendre du sens.

Au printemps de cette année, une cinquantaine de militants de l'opposition appartenant au MSD (Mouvement pour la Solidarité et le Développement) avaient été condamnés pour des tensions avec les forces de l'ordre. Les peines avaient été extrêmement sévères, certains écopant même de perpétuité. Alexis Sinduhije, le chef du MSD, est d'ailleurs en fuite et accusé par le régime de tentative d'insurrection. Deux mois plus tard, un collaborateur d'Agathon Rwasa, l'un des principaux opposants burundais, est quant à lui abattu. Peu de temps après, c'est au tour de Pierre Claver Mbonimpa, militant des droits de l'Homme, d'être arrêté après notamment dénoncé la présence et les agissements inquiétants des *Imbonerakure*. Les premiers mois de cette année 2014 marquent dès lors un véritable tournant sécuritaire et la multiplication d'exactions commises à l'encontre d'opposants et de défenseurs des droits humains burundais. Au-delà de ce constat, ce qui inquiète également, c'est la présence de rebelles à la frontière du Congo et du Burundi.

C'est en 2012 que Denis Karera prend la tête du mouvement des *Imbonerakure*. Avant cela, il était conseiller à l'Assemblée nationale burundaise et chef du Conseil National de la Jeunesse, une organisation liée au CNDD-FDD. En 2013, il a par ailleurs été nommé par le président pour la gestion du port de Bujumbura. En 2014, il devient directeur général de l'ARFIC, en charge de la réglementation de la chaîne de distribution de café du Burundi. Autant de nominations qui montrent les liens forts et une relation de subordonné avec le président Nkurunziza. Dans ses activités au sein du mouvement des *Imbonerakure*, Denis Karera est également assisté par Paul Ndimubandi, son Secrétaire général.

Au sein du mouvement, les relations sont très hiérarchisées et on compte deux branches principales. D'une part il y a les rebelles démobilisés du FDD et de l'autre un mélange de personnalités davantage issues de la société civile burundaise. C'est bien sûr aux anciens rebelles

que l'on doit les coups d'éclat et les actions violentes commises ces derniers mois. A prédominance Hutu, le mouvement compte aussi un certain nombre de Tustis, comme c'est d'ailleurs aussi le cas au sein du parti du président, le CNDD-FDD. Pour les observateurs sur place, ce qui pousse les jeunes à adhérer au mouvement des *Imbonerakure* relève davantage de l'opportunisme que de l'idéologie ethnique ou politique. Dans un pays ultra corrompu et en régression depuis quelques années, chacun cherche à assurer sa propre survie. Le soutien des proches du régime constitue donc souvent la seule planche de salut pour nombre de jeunes burundais, lesquels reçoivent par ailleurs régulièrement de l'argent en échange de leur activisme. Aussi bien présent à Bujumbura que dans le reste du pays, les *Imbonerakure* couvrent une bonne partie du territoire burundais.

Concrètement, les *Imbonerakure* fonctionnent comme une sorte de police politique ultra-violente. Déjà en 2010, on leur imputait un certain nombre d'intimidation, de violences et même de meurtres. Ils sont impliqués dans la violence politique qui comprend des passages à tabac, d'intimidation et parfois même des meurtres. Organisés en milices, ils sèment littéralement la terreur et maintiennent la pression sur la population qu'ils n'hésitent pas à rançonner et à contraindre d'adhérer au parti du président Nkurunziza. Au fil des mois, ils se sont ainsi imposés comme une police militaire qui organise des patrouilles et effectue des contrôles de la population burundaise. Dans le cadre des manifestations organisées par l'opposition, ils prêtent également main forte aux policiers ainsi, dit-on, qu'aux services de renseignement pour conduire à l'arrestation d'opposants. On dit même que certains d'entre eux s'en sont directement pris à l'armée régulière burundaise, ce qui atteste sinon d'une impunité totale au moins d'une complaisance évidente de la part du régime et du CNDD-FDD à l'égard des exactions qu'ils commettent.

Cela fait près de trois mois que la question de la militarisation des *Imbonerakure* refait surface. Un document interne du bureau de l'ONU ayant notamment été divulgué à ce sujet. L'arrestation plus récente de Pierre Claver Mbonimpa était également liée à ses déclarations sur les *Imbonerakure* à propos desquels il affirmait qu'ils étaient formés au Sud-Kivu par un officier de l'armée, avec le soutien humain et logistique de la police et des services burundais de renseignement. Ces allégations relatives à la formation militaire des *Imbonerakure* dans la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo étaient jusqu'ici difficiles à vérifier, mais l'arrestation de Pierre Claver Mbonimpa est clairement apparue comme une sorte d'aveu aux yeux des Burundais.

Que préparent donc les *Imbonerakure* ? Quelle guerre s'apprêtent-ils à mener ? Si la réponse à cette question n'est pas évidente à apporter, ce qui précède permet toutefois assez clairement de penser que les élections de 2015 sont l'enjeu de tout cela. Les cibles sont évidentes : les opposants, les défenseurs des droits humains et tout qui, au sein de la population, refuse de faire allégeance au CNDD-FDD. Est-il pour autant besoin d'un matériel militaire pour cela ? Pas forcément et c'est ce qui fait penser que la militarisation croissante et de plus en plus évidente des *Imbonerakure* cache peut-être un autre dessein... celui d'être prêt en cas de confrontation avec l'armée régulière burundaise.

L'autre explication avancée par les experts sur la militarisation des *Imbonerakure* est à mettre en relation avec leur présence au Sud-Kivu où ils soutiendraient les troupes burundaises dans la lutte contre les rebelles burundais du FNL (Forces Nationales de Libération).

Quoi qu'il en soit, les actions violentes qu'ils commettent à l'encontre de ceux qui contestent le pouvoir du président Nkurunziza en font un acteur de la répression du régime, que ce dernier l'assume ou non. Au cours des mois qui arrivent, il y a dès lors de très fortes chances qu'ils ne multiplient les exactions et ne finissent pas couvrir l'ensemble du territoire. Une escalade de la violence et des confrontations entre ces milices et les opposants est sans doute à craindre.

Rappelons également que les accords d'Arusha prévoyaient la poursuite d'un travail sur les questions ethniques, afin de ne pas tirer les leçons du passé. De ce point de vue, rien n'a été fait. Si les années sont passées, pour beaucoup les plaies restent ouvertes la mémoire encore vive. Il suffirait de peu de choses pour réveiller les vieux démons. Le président Nkurunziza le sait et c'est malheureusement une question qu'il pourrait être tenté d'instrumentaliser, en cas de gros souci dans les mois à venir. A cet égard, l'Association Cultures & Progrès rappelle à la Belgique, bailleur de fond extrêmement important au Burundi, que sa responsabilité est grande dans ce qui pourrait ou non se passer dans ce pays encore extrêmement fragile. Prendre suffisamment tôt l'ampleur des risques que le président Nkurunziza est capable de faire peser sur la population burundaise, pourrait être salutaire. A condition également d'être soutenue par l'Union européenne et la France, la Belgique pourrait utilement entamer un dialogue sans langue de bois avec son partenaire burundais. Déjà à ce stade, des sanctions pourraient être envisagées sur base des graves violations commises à l'encontre des droits humains les plus fondamentaux par le régime burundais. Allons-nous, une nouvelle fois, attendre qu'il soit trop tard ?